

# Il faut aider les PME du Moyen-Orient

La crise politique dans les pays de la rive Sud de la Méditerranée a mis en évidence le caractère explosif du chômage qui sévit dans ces pays. Il est urgent que ceux-ci créent des emplois pour donner à leur jeunesse des perspectives et éviter ainsi que celle-ci ne soit entraînée dans des spirales extrémistes.

Bien au-delà des considérations altruistes ou philosophiques, l'Union européenne, comme les Etats-Unis à l'égard de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale, a tout intérêt à aider ces pays : l'Europe ne pourra connaître une croissance sereine que s'ils accèdent enfin à la démocratie, leur jeunesse une fois stabilisée présentant, pour nos entreprises, des opportunités en matière d'emploi et de consommation.

La création d'emplois au sud de la Méditerranée peut, certes, passer par les grands groupes internationaux. Mais même si depuis quelques années ceux-ci redécouvraient cette partie du monde, plus proche, géographiquement et culturellement, pour les groupes européens, que l'Asie du Sud-Est, la crise actuelle va ralentir cette évolution. Et, en tout état de cause, les quelques dizaines de milliers d'emplois que ces grands groupes pourraient créer ne sont pas à la hauteur des enjeux. Restent donc les PME. Celles qui se créent et se développent dans ces pays, avec un succès généralement méconnu en Europe, ne sont pas, à ce jour, assez nombreuses pour répondre au défi quantitatif qui est à relever.

L'Union européenne devrait se saisir le plus rapidement possible de cette question et concevoir un plan d'urgence, à tous égards comparable au Plan Marshall, qui a permis à l'Europe d'après-guerre de se redresser, mais un plan d'urgence axé cette fois-ci sur les PME, seules véritables créatrices d'emplois. Une partie de ce plan pourrait être partiellement financée par la diminution des concours consentis par l'Europe au financement des infrastructures. Les pays de la rive Sud ont désormais, notamment grâce à la Banque européenne d'investissement, des infrastructures correctes, voire de haut niveau. Mais l'heure n'est plus aujourd'hui exclusivement au béton.

La BEI, avec la Femip, a une expérience importante dans le financement en fonds propres des PME de la rive Sud de la Méditerranée : c'est cette expérience qu'il faut amplifier et démultiplier.

Deux objectifs sont à poursuivre : - créer de nouvelles entreprises avec des dirigeants sélectionnés pour leur capacité managériale. Il y a, dans ces pays, des élites qui ne demandent qu'à se mobiliser à

**LA CHRONIQUE DU CERCLE DES ÉCONOMISTES**  
PAR OLIVIER PASTRÉ

**Il s'agit de promouvoir au sud de la Méditerranée un véritable capital-développement très éloigné des dérives qu'ont connues les opérations de LBO dans les pays dits développés.**

condition qu'on leur apporte une partie des fonds propres dont elles ont besoin ; - associer aux PME existantes, dont la gestion est trop souvent désuète, des investisseurs extérieurs de qualité, capables d'aider à leur mise à niveau par rapport aux standards internationaux, notamment en termes de transparence et de gouvernance.

Ces objectifs sont à mettre en œuvre, pays par pays, à l'initiative des pouvoirs publics nationaux, dans le cadre de véritables plans d'urgence pluriannuels avec un horizon de cinq à dix ans.

Il s'agit ici de promouvoir au sud de la Méditerranée un véritable capital-développement très éloigné des dérives qu'ont connues les opérations de LBO dans les pays dits développés. Le levier des fonds propres est en effet essentiel dans ce dispositif car le surendettement fragilise ces PME et ne leur donne pas les associés minoritaires exigeants et professionnels dont elles ont besoin.

Or, les pays de la rive Sud disposent désormais de ces professionnels : en Tunisie, au Maroc, en Egypte, en Algérie, il existe des équipes de haut niveau capables de sélectionner et de suivre avec succès les PME auxquelles elles apportent des fonds propres. Ce sont ces équipes, et d'autres à créer, qui doivent être encouragées, en déployant des moyens sans commune mesure avec ceux dont elles disposent aujourd'hui, et avec des feuilles de route claires et précises en contrepartie de ces concours exceptionnels.

Pour répondre à ce défi, il faut virer 10 milliards d'euros, investis sur cinq ans, pour les fonds propres des PME du sud de la Méditerranée dans le cadre d'un programme international d'urgence dans le même esprit que les dispositifs mis en œuvre par la BERD pour les PME des pays de l'Est à la suite de la chute du mur de Berlin.

L'idéal dans ce domaine serait, comme le propose le rapport remis il y a quelques mois par Charles Milhaud, alors président du groupe Caisse d'Epargne, au président de la République, la création, après vingt ans de tergiversations, d'une véritable Banque de la Méditerranée capable de canaliser ces capitaux en toute transparence et, plus important encore, dans la durée.

C'est la démocratie dans ces pays qui est en jeu, car il n'y a pas de démocratie durable avec un chômage massif. C'est l'avenir de toute une région, la Méditerranée, dont l'Europe est riveraine et donc intrinsèquement partie prenante, qui est ici en jeu.

Olivier Pastré est professeur d'économie à l'université Paris-VIII.

## LIVRES

# Des villes et des hommes

A quoi doivent ressembler nos villes ? Jusqu'où s'étendront-elles ? Quelles sont leurs fonctions sociales ? Trois regards sur une urbanisation galopante.

Alors que l'urbanisation continue partout de progresser, en termes de consommation des espaces et, surtout, de modes de vie, les villes sont l'objet de toutes les attentions. Un tour d'observations et d'analyses à partir de trois ouvrages en anglais.

### L'homme dans la ville

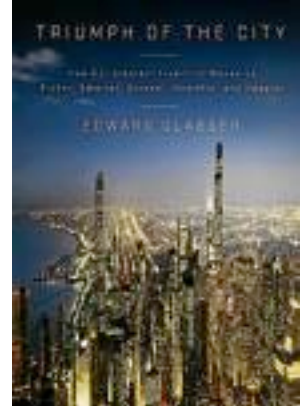
L'homme est un animal urbain et la ville est sa plus belle réalisation. Telle est l'enveloppe des thèses de l'économiste de Harvard Edward Glaeser, dans ce formidable livre dont chacun des dix chapitres se lit comme un essai. Condensé d'une quinzaine d'années de recherches, ces pages rappellent d'abord que si l'urbanisation progresse c'est parce que les hommes veulent de l'urbain. La ville rend libre et heureux. Elle est un sas qui permet, potentiellement, de passer de la pauvreté à la prospérité. Glaeser souligne que les villes ne rendent pas les gens pauvres mais qu'elles les attirent. Mieux, il écrit que la pauvreté est un signe de succès des villes : plus une ville investit pour lutter contre la pauvreté, plus elle attirera des pauvres. Sur le plan formel, Glaeser est un inconditionnel du gratte-ciel. Il se prononce en faveur d'un développement « *ultradense* » des villes (même Paris) pour des raisons économiques et écologiques. En termes de politiques publiques, il faut privilégier ce qui permet à la ville de fonctionner, c'est-à-dire la compétition, la connexion et le capital humain. Les interventions dans d'autres domaines n'ont pas d'intérêt. Quant à la lutte contre la ségrégation, l'option doit être d'aider les personnes plutôt que les territoires en difficulté. Les propos de Glaeser sur les tours à construire, les investissements à orienter vers les gens, ou encore sur la lutte déterminée contre la criminalité ne manquent pas de faire débat. Un livre, en tout cas, à lire. Et qui mériterait même, à cet effet, d'être traduit pour toucher un vaste lectorat.

### La ville intelligente

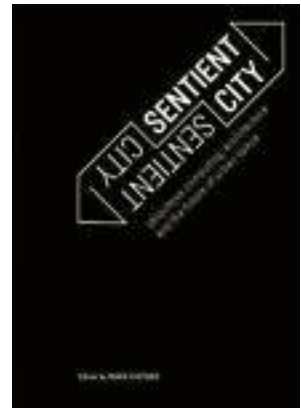
Les téléphones se transforment en « smartphones » et les villes deviennent (ou aspirent à devenir) des « smart cities ». Des entreprises, IBM en tête, en font un de leurs axes stratégiques. Il est vrai que les technologies de l'information transforment, plus ou moins profondément, les bâtiments, les déplacements et les gouvernements. Un collectif d'architectes, d'urbanistes, de sociologues, de designers et d'artistes, revient avec des études de cas et nombre d'images, sur cette réorganisation de la vie en ville. Les portables équipent des urbains, potentiellement toujours géolocalisables, qui passent sans cesse près de multiples capteurs. La ville devient un gigantesque entrepôt vivant de données que les systèmes d'information doivent digérer. La vie urbaine peut en ressortir plus sûre et plus saine, avec une qualité de l'air et de l'eau accrue, une optimisation des consommations énergétiques. Le risque est celui



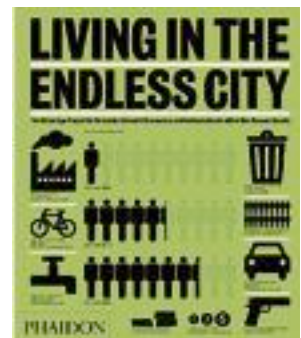
**TRIUMPH OF THE CITY. HOW OUR GREATEST INVENTION MAKES US RICHER, SMARTER, GREENER, HEALTHIER, AND HAPPIER**  
par Edward Glaeser,  
Penguin Press, 2011,  
338 pages



**SENTIENT CITY. UBIQUITOUS COMPUTING, ARCHITECTURE, AND THE FUTURE OF URBAN SPACE**  
par Mark Shepard (dir.)  
MIT Press, 2011,  
231 pages



**LIVING IN THE ENDLESS CITY,**  
par Ricky Burdett,  
Deyan Sudjic (dir.),  
Phaidon, 2011,  
432 pages



d'une version XXI<sup>e</sup> siècle de la ville fantôme, avec des habitants aux interactions réglées par algorithmes. Versant parfois dans une théorisation ésotérique, les auteurs plongent dans des villes conçues comme des écosystèmes d'acteurs humains et non humains. Un livre original (avec une couverture qui se déforme en fonction de la chaleur des mains) mais qui ne tient pas toutes ses promesses.

### Vivre la ville sans fin

Dans la catégorie des beaux livres intéressants, « Living in the Endless City » joue dans le peloton de tête. Ce deuxième volume des travaux du programme « Urban Age » ([www.urbanage.net](http://www.urbanage.net)), lancé par la London School of Economics et la Deutsche Bank, porte sur l'actualité et l'avenir possible de trois villes : Mumbai (au « chaos managé »),

São Paulo (le « géant urbain ») et Istanbul (la ville « trop grande pour faillir »). Il complète « The Endless City », qui traitait, en 2007, de New York, Shanghai, Londres, Mexico, Johannesburg, Berlin. Cet échantillon de neuf métropoles aux formes, situations et destins contrastés permet à une trentaine de contributeurs (dont Saskia Sassen, Richard Sennett, Nicholas Stern, Bruce Katz) d'aborder les questions de frontières, d'inégalités (un tiers des urbains habitent des bidonvilles), d'environnement (75 % du CO<sub>2</sub> est émis en ville), de gouvernance, mais aussi de ressentit des habitants ou encore de validité des statistiques. Analyses, infographies et photographies font un ensemble très intéressant. Une référence, superbement éditée.

JULIEN DAMON EST PROFESSEUR ASSOCIÉ À SCIENCES PO (MASTER URBANISME)

## LA REVUE DU JOUR

### Plongée dans les réseaux sociaux



**Le propos.** Symbolisés par le phénoménal succès de Facebook, les médias et réseaux sociaux séduiraient déjà les deux tiers des internautes. Mais ce terme rassemble des réalités bien différentes : plates-formes d'échange et de divertissement entre « amis » identifiés (Facebook), de publication de contenus multimédias (MySpace, YouTube...) ou d'alertes (Twitter...), outils professionnels (Viadeo, LinkedIn)... Le dernier numéro de la revue « Hermès », de l'Institut des sciences de la communication du CNRS, s'attache à définir ces nouveaux médias, et à décrypter

plus spécifiquement ce que les auteurs appellent les « réseaux socio-numériques », donnant lieu à des activités guidées par la sociabilité de leurs membres. Surtout, il analyse en profondeur leurs enjeux sociologiques, mais aussi économiques.

**L'intérêt.** En une vingtaine d'articles et d'entretiens, l'ouvrage propose un savant tour d'horizon de ces nouveaux espaces, de leurs spécificités et des usages qu'ils font naître chez les jeunes. Dans le même temps, il met en évidence les stratégies économiques de ces entreprises, « masquées par l'imaginaire de la participation ». Enfin, il s'interroge sur leur instrumentalisation dans le monde entier, en particulier en Chine et lors des révolutions tunisienne et égyptienne.

**La citation.** « La configuration de ces espaces encourage à la confusion : alors qu'ils permettent à de multiples audiences d'accéder aux informations partagées et que les pouvoirs publics les reconnaissent comme des espaces publics, les utilisateurs les perçoivent au contraire comme des espaces privés. Les conséquences peuvent être lourdes [...] ». Thomas Stenger et Alexandre Coutant.

B. G.  
« Hermès » n° 59, « Ces réseaux numériques dits sociaux », CNRS Editions, 25 euros.

# Déluge numérique et vigilance juridique

La société numérisée progresse. Comment se protéger de ses intrusions ? Analyse et alarme du président de la CNIL.

Fichage, flicage, traçage. Les frayeurs attachées aux technologies numériques ne sont pas neuves. Alex Türk, sénateur et enseignant de droit public, préside la CNIL, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (qu'il a réussi à ne pas faire avaler par le nouveau Défenseur des droits). Avec ses dossiers, des anecdotes et des images (dont une excursion virtuelle à Roissy en 2020), il livre sa vision soucieuse d'un avenir proche qui sera davantage dématérialisé, miniaturisé, internationalisé, le tout dans un cadre façonné par la pression des sociétés spécialisées et le droit américain.

Pour le juriste, il s'agit toujours d'un équilibre subtil à faire respecter entre sécurité et liberté. Entre les craintes de Ben Laden et de Big Brother, selon les mots de l'auteur, les esprits et législations oscillent. La question est maintenant celle de la véritable capacité à

**LA VIE PRIVÉE EN PÉRIL. DES CITOYENS SOUS CONTRÔLE,**  
par Alex Türk,  
Paris, Odile Jacob,  
2011, 269 pages,  
19,90 euros.

maîtriser des applications toujours plus intrusives des montagnes de données, une véritable « invasion des puces ». Vidéosurveillance, biométrie, géolocalisation, déjà présentes, sont appelées à largement s'étendre, sur des régimes juridiques mouvants.

### Inquiétant mais captivant

Partisan de la préservation de l'intimité, contre sa commercialisation, Türk détaille ses convictions, ses

tiraillements et ses effarements (à l'égard, notamment, de Facebook et de Google). Protecteur de l'intégrité, des données et des libertés individuelles, il décrit les pouvoirs de contrôle et de sanction de son institution. Moins intéressant sur les chamailleries administratives, il est pédagogue sur les thèmes du consentement (avec les faveurs anglo-saxonnes pour le « opt out » et européennes pour le « opt in »), de la distinction entre effet et objet. Il est saisissant quand il décrit les « déchets infoactifs » des grandes « fermes numériques » (les grands centres de serveurs sécurisés) et, plus largement, la progression des technologies dans l'imprégnation de nos vies quotidiennes. Défendant un « droit à ce que l'on me fiche la paix ! », son constat est inquiétant. Mais d'abord captivant. Une lecture qui invite à utiliser Internet et son mobile autrement. J. D.